



PERMISSION DE VOIRIE  
et RECEPISSE de DICT

n° 9925

**SEVIGNE TP**  
**La Borie Sèche**  
**BP 6**  
  
**12520 Aguessac**

SERVICE  
DEPLACEMENT  
DOMAINE PUBLIC  
TEL: 05.65.61.41.80  
affaire suivie par  
Daniel GARRIC  
TEL: 05.65.61.41.82

- |   |                                     |
|---|-------------------------------------|
| - Travaux avec tranchée .....           | <input checked="" type="checkbox"/> |
| - Réfection de tranchée .....           | <input type="checkbox"/>            |
| - Réalisation d'entrée surbaissée ..... | <input type="checkbox"/>            |
| - Implantation de poteau .....          | <input type="checkbox"/>            |
| - Sondages géotechnique .....           | <input type="checkbox"/>            |

Le Maire de Millau,

- Vu le Décret n°2011-1241 du 05 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6, L3221-4 et L3221-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière,
- Vu l'Arrêté Municipal n°736 du 20 novembre 1996, fixant les conditions de réalisation de travaux sur la voirie communal,
- Vu le Règlement de Voirie du 08 novembre 1996, fixant les conditions de réalisation de travaux sur le domaine public communal,
- Vu l'état des lieux,
- Vu la demande en date du :.... **30/10/23**

par laquelle le pétitionnaire ci-dessus référencé demande l'autorisation de procéder à des travaux sur les voies communales suivantes :

**- chemin rural de Fontenay - PN 72**

**ARRETE**

ARTICLE 1 - PRESCRIPTION TECHNIQUES

Le bénéficiaire n'est pas autorisé à exécuter les travaux indiqués dans sa demande, à charge pour lui de se conformer aux dispositions prescrites par les textes susvisés et aux conditions particulières suivantes:

- **réfection chaussée : remise en l'état**
- **prévenir les riverains que le PN pourra être fermé pendant 2 jours**
- 
- 
-

- Dans le cas où, la circulation et (ou) le stationnement seraient modifiés, un arrêté temporaire sera prescrit, par dérogation aux dispositions de l'arrêté n°438 du 26 mai 2015, réglementant la circulation et le stationnement sur la commune de Millau.

- **l'arrêté de circulation sera défini lors de la réunion du 30/10/23 aux Services Techniques**

-

#### ARTICLE 2 - SIGNALISATION - ACCES

L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux, devra assurer la pose de la signalisation du chantier et la maintenance permanente.

Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Au cas où le chantier empêcherait l'accès normal des véhicules de collecte des ordures ménagères, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour mettre en œuvre, à ses frais, une solution de remplacement qui devra recevoir l'aval du Service de la Communauté de Commune Millau Grands Causses.

#### ARTICLE 3 - DELAI D'EXECUTION

La présente permission n'est valable que pour la période du :.....

**du 14/11 au 15/11 /2023**

Elle sera périmée de plein droit s'il n'en est pas fait usage avant l'expiration.

#### ARTICLE 4 - RESPONSABILITE

La présente permission n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur.

#### ARTICLE 5 - RECEPISSE DICT

L'emplacement actuel de nos ouvrages d'Eclairage Public ne figure sur aucun plan de récolement.

En conséquence, veuillez prendre contact avec le Service Eclairage Public / Voirie - Centre Technique Municipal rue Etienne Delmas 12100 Millau - au 05.65.60.97.40, afin de procéder en commun, au repérage de l'emplacement des ouvrages et d'arrêter les mesures à prendre pour préserver la sécurité de nos réseaux.

#### ARTICLE 6 - AMPLIATION

La présente permission de voirie sera adressée :

- 1 - au Pétitionnaire
- 2 - au Directeur des Services Techniques

3 -

Fait à Millau le,

**31/10/2023**

Le Conseiller Municipal délégué aux Mobilités et à la Voirie



Yannick Douls

ARRETE N° 2023/ 1282  
REGLEMENTANT LA VOIRIE URBAINE – Interdiction de Circulation  
et Circulation alternée

[www.millau.fr](http://www.millau.fr)

Services Techniques

LE MAIRE DE MILLAU,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ; notamment les articles L2212-1, L 2213-1 et suivants,  
Vu le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L112-2 et suivants,  
Vu l'arrêté municipal n°438 du 26 Mai 2015 réglementant la circulation générale et le stationnement sur le territoire de la Commune de Millau,  
**Considérant la demande de l'entreprise SEVIGNE T.P – La Borie Sèche BP6 - 12520 Aguessac effectuant des travaux de réfection des passages à niveau N° 72 et N° 71 pour le compte de la SNCF.**  
**Considérant les perturbations de circulation qui pourraient être entraînées du fait de ces travaux ;**  
**Considérant qu'il appartient au Maire, de prendre toute mesure propre à éviter les accidents ;**

**ARRETE**

ARTICLE I : Par dérogation aux dispositions générales de l'arrêté du 26 Mai 2015 modifié susvisé :

**La circulation de tous véhicules autre que ceux indispensables aux travaux sera interdit :**

**Chemin rural de Fontenay au niveau du PN N° 72 du 14/11 au 15/11/23 au fur et à mesure de l'avancement des travaux.**

**La circulation de tous véhicules s'effectuera en sens alterné au moyen de feux tricolores ;**

**Sur le passage à niveau N° 71 situé entre l'avenue Jean Jaurès et l'avenue Edouard Alfred Martel du 15/11 au 17/11/23 au fur et à mesure de l'avancement des travaux.**

ARTICLE II : La signalisation relative à cette interdiction sera mise en place par les soins, aux frais et sous la responsabilité du mandataire. Sa responsabilité pourra être engagée en cas de défaut ou même d'insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché de manière lisible pendant toute la durée de son application.

ARTICLE III : Les droits des tiers, notamment ceux des riverains, sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE IV : Le présent arrêté sera publié et transmis au registre des arrêtés du Maire.

ARTICLE VI: Conformément à l'article R.421.5 du Code de la Justice administrative, le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE VI: M. Le Directeur Général des Services de la Mairie de Millau, M. Le Directeur des Services Techniques, M. Le Commandant de Police Nationale, M. Le Responsable de la Police Municipale et tous les agents de la force publique présents sur le territoire pendant la période visée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis à l'intéressé.

Fait à Millau le 31 octobre 2023

**Le Conseiller Municipal délégué aux Mobilités et à la Voirie  
Yannick DOULS**



